

**ÉDITORIAL****FRANÇOIS-XAVIER  
LEFEVRE****Le dialogue social se dégrade en Wallonie**

# Pas le luxe de se payer des grèves

**A**ttention au pourrissement! Depuis quelques semaines, de nombreux signaux laissent entrevoir une solide dégradation dans le climat de la concertation sociale en Wallonie.

Côté gouvernemental, les libéraux ont fait de la FGTB leur cible préférée et il n'y a désormais plus une semaine sans qu'un ministre MR ne tape sur le dos du syndicat. En face, c'est un front commun inédit, réunissant les acteurs syndicaux et le banc patronal, qui voit une menace sur la concertation sociale après les manœuvres du gouvernement pour réformer le fonctionnement du bureau du CESW, l'instance wallonne où les partenaires sociaux tentent de régler leurs problèmes.

La bisbrouille ne s'arrête pas là. Après avoir manifesté leur mécontentement dans les rues de Namur fin juin contre la réforme des points APE (aide à la promotion de l'emploi), la FGTB et la CSC font resurgir le spectre de grèves à la rentrée.

La question n'est pas ici de savoir qui a raison ou tort, ni d'y voir un lien de cause à effet avec l'éjection des socialistes au profit des

libéraux en Wallonie. Au même titre, on ne peut accuser un gouvernement d'avancer sur une série de réformes, tout comme on ne peut en vouloir à des acteurs syndicaux de manifester bruyamment leur mécontentement dans les rues, ou reprocher à des organisations patronales de mener leur lobbying en toute discrétion dans les salons feutrés du pouvoir. Mais les trois faits évoqués reflètent un certain

malaise inhabituel dans le climat social wallon.

Cette cacophonie est peut-être le simple reflet d'un mauvais dialogue ponctué par des explications lapidaires et parfois des incompréhensions. Et en soi, c'est dramatique!

Mais alors que les signaux économiques sont positifs et que les investisseurs étrangers (et notamment chinois) affluent dans le sud du pays, la Wallonie n'a pas le luxe de se payer une guerre de tranchées entre les partenaires sociaux et son pouvoir exécutif.

Mais la paix sociale a un prix: celui du dialogue!

**La Wallonie n'a pas le luxe de se payer une guerre des tranchées entre les partenaires sociaux et le gouvernement.**